

P.L.F.	2002
Articles du projet de loi et exposé des motifs par article	

Projet de loi de finances pour 2002 (n° 3262)

Table des matières

Analyses et tableaux annexes	213
I. <u>Observations générales sur l'évolution des dépenses des services civils et analyse, par ministère, des principaux écarts entre les crédits prévus pour 2002 et ceux ouverts en 2001</u>	215
1. <u>Évolution des crédits par ministère</u> (tableaux annexes)	245
2. <u>Comparaison, par titre et par ministère, pour les dépenses ordinaires, des crédits prévus pour 2002 à ceux ouverts en 2001</u> (tableaux annexes)	247
3. <u>Comparaison, par titre et par ministère, des autorisations de programme et crédits de paiement prévus pour 2002 à ceux ouverts en 2001</u> (tableaux annexes)	253
4. <u>Échéancier prévu des ouvertures de crédits de paiement en regard des autorisations de programme anciennes et nouvelles</u> (tableaux annexes)	263
5. <u>Évolution des effectifs financés par l'État</u> (tableau annexe)	273
II. <u>Observations générales sur l'évolution des dépenses militaires et tableau annexe</u>	277
III. <u>Observations générales sur l'évolution des opérations des comptes spéciaux du Trésor et tableau annexe</u>	283

P.L.F.	2002

	Analyses et tableaux annexes	
--	-------------------------------------	--

P.L.F.	2002
Analyse et tableaux annexes	

P.L.F.	2002

**I. Observations générales sur
l'évolution des dépenses des services civils
et analyse, par ministère, des principaux écarts
entre les crédits prévus pour 2002
et ceux ouverts en 2001**

Analyse par titre et par partie

Titre premier. Dette publique et dépenses en atténuation de recettes

Les crédits du titre premier, fixés à 95,86 milliards € en loi de finances pour 2001, sont évalués à 102,6 milliards € dans le projet de loi de finances pour 2002.

Les deux types de dépenses inscrites en titre premier connaissent les évolutions suivantes :

- ◆ Les **dépenses en atténuation de recettes**, qui regroupent les remboursements sur produits indirects et les dégrèvements sur contributions directes et taxes assimilées, augmentent de 11,9 %. Au total, les dépenses s'établissent à 62,7 milliards €.
- ◆ La **charge de la dette publique**, qui retrace les intérêts de la dette de l'État, les dépenses de garanties accordées par l'État et diverses dépenses résultant de la gestion de la dette, augmente de 0,2 % (39,9 milliards € contre 39,8 milliards € en LFI pour 2001).

Au sein de cet ensemble :

- ◆ La **charge de la dette *stricto sensu*** (hors garanties et dépenses diverses) s'élève, en montants bruts, à 39,55 milliards € contre 39,36 milliards € en LFI 2001. La charge nette des recettes d'ordre passe de 36,54 milliards € à 36,84 milliards €, soit une progression de 0,8 %.

La charge brute de la dette à long terme (OAT) s'accroît de 0,31 milliard € par rapport à la LFI 2001 ; la charge nette correspondante augmente de 0,49 milliard € (+4,3 %).

La charge de la dette à moyen et court terme (BTAN et BTF) progresse de 0,22 milliard € (+2,3 %).

La dette non négociable diminue de 0,34 milliard €, confirmant la tendance longue à la baisse de ce compartiment des charges de la dette de l'État, qui tend à devenir marginal. Cette évolution résulte principalement de la décentralisation à La Poste des fonds des comptes courants postaux, en application de l'article 126 de la loi de finances pour 1999, et de l'extinction progressive des dettes reprises d'organismes divers.

- ◆ Le coût des **garanties** accordées par l'État est évalué à 0,16 milliard € dans le projet de loi de finances pour 2002.
- ◆ L'inscription, sur les dotations de fonctionnement du budget du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, des crédits des frais d'actes des huissiers, gérés par la direction générale de la Comptabilité publique, diminue à hauteur de 0,1 milliard € les dépenses prévues sur les **frais de poursuite et de contentieux**.

Titre II. Pouvoirs publics

Le titre II, sur lequel sont inscrites les dotations de fonctionnement de la Présidence de la République, de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil constitutionnel, progresse de 3,1 % pour atteindre 0,77 milliard €.

Titre III. Moyens des services

Le titre III des budgets civils progresse de 5,1 %, passant de 98,4 milliards € en loi de finances pour 2001 à 103,4 milliards € dans le présent projet de loi de finances.

- ◆ Les **charges de personnel** (parties 31, 32 et 33) passent de 82,9 milliards € à 87,2 milliards €, soit une augmentation de 5,1 %. Cette variation de 4,3 milliards € s'explique par l'évolution des charges de pension (1,5 milliard €), la progression des crédits de rémunération (1,7 milliard €) et l'accroissement des crédits de prestations sociales et de compensation (1,1 milliard €).
- ◆ Les **crédits de fonctionnement des services** (parties 34, 35 et 37) progressent de 0,4 milliard €, dont 0,1 milliard € lié à l'inscription sur le titre III des frais d'actes des huissiers gérés par la direction générale de la Comptabilité publique, 0,1 milliard € correspondant au regroupement sur un chapitre de fonctionnement du budget des Affaires étrangères de la dotation des recrutés locaux, 0,1 milliard € lié aux élections, et divers ajustements s'élevant à 0,15 milliard € (dont 0,02 milliard € sur le budget de l'agriculture, lié à l'inscription au budget général de moyens de fonctionnement précédemment financés sur le Fonds national des haras et des activités hippiques).
- ◆ Les **subventions aux établissements publics** (partie 36) s'établissent à 8,2 milliards € dans le présent projet de loi, contre 7,9 milliards € en LFI pour 2001, soit une augmentation de 3,9 % liée notamment à l'application du contrat de progrès État-ANPE et aux conséquences sur cet établissement de la mise en place de la nouvelle offre de service dans le cadre du plan national d'action pour l'emploi (0,12 milliard €), à l'augmentation des subventions de fonctionnement aux établissements d'enseignement (0,1 milliard €), ainsi qu'à la progression des dépenses de personnel des établissements publics administratifs.

P.L.F.	2002

Titre IV. Interventions publiques

A périmètre constant, les dépenses du titre IV s'élèvent à 75,07 milliards € dans le projet de loi de finances pour 2002, contre 75,17 milliards € en LFI pour 2001, soit une légère diminution de 0,1 %. A structure courante, ces dépenses s'établissent à 74,95 milliards €

- ◆ Les **interventions économiques** (parties 44 et 45), qui s'établissent à 21,13 milliards € (contre 20,9 milliards € en LFI 2001), correspondent :
 - à des redéploiements sur les crédits d'interventions en faveur de l'emploi, qui permettent de dégager des moyens au profit notamment du nouveau programme de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et de places supplémentaires pour accueillir les travailleurs handicapés dans les centres d'aide par le travail (1.500) et les ateliers protégés (500) ;
 - à l'accroissement des moyens en faveur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer, à hauteur de 0,1 milliard € en 2001, et du coût des exonérations de charges sociales au profit de certains secteurs de production dans les DOM (+0,05 milliard €) ;
 - à une stabilité des crédits de bonification, liée principalement au dynamisme de la dépense d'épargne logement compensé par un ajustement des bonifications agricoles ;
 - à des redéploiements de crédits finançant les aides à l'agriculture au bénéfice de la santé alimentaire, de la prime à la vache allaitante et du contrat territorial d'exploitation ;
 - à une progression de 0,2 milliard € des crédits consacrés au secteur public (SNCF et Charbonnages de France).

- ◆ Les **interventions sociales** (parties 46 et 47) s'élèvent à 29,95 milliards € dans le projet de loi de finances pour 2002, contre 30,7 milliards € en 2001. Les principaux ajustements de crédits concernent :
 - l'allocation aux adultes handicapés et les programmes d'aides aux personnes handicapées : +0,3 milliard € ;
 - le revenu minimum d'insertion : -0,1 milliard € ;
 - les aides au logement : -0,1 milliard € qui recouvre d'une part un ajustement à la baisse de ces aides par rapport à 2001, qui s'élèvent à 0,34 milliard €, et d'autre part la réforme des aides personnelles au logement au 1er janvier 2002, pour un coût budgétaire 2002 de 0,24 milliard € ;
 - le transfert aux régions des subventions pour réductions de tarifs de transports au titre des services régionaux de voyageurs (désormais financée à partir de la subvention aux transports de voyageurs à courte distance) : -0,2 milliard € ;
 - les subventions aux régimes spéciaux : -0,5 milliard € correspondant à la consolidation du financement des revalorisations des retraites agricoles et à l'impact des données relatives aux mécanismes de la compensation vieillesse ;
 - la subvention au fonds de solidarité, qui assure l'indemnisation du chômage de solidarité : - 0,2 milliard € ;
 - le programme de prévention et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale : +0,1 milliard € ;

- ◆ Les **autres interventions** (parties 41, 42 et 43) atteignent 23,99 milliards €. à périmètre constant, c'est-à-dire hors modification des modalités de financement des exonérations de charges associées aux contrats de qualification adultes, des dépenses des écoles de formations relevant d'un établissement public de santé et des dépenses liées aux stages extrahospitaliers des résidents, elles s'élèvent à 23,92 milliards €, soit une progression de 1,3 % par rapport à la LFI 2001, sous l'effet des principales opérations suivantes :
 - les subventions aux collectivités locales progressent de 0,3 milliard € ;
 - les subventions à l'enseignement privé augmentent de 0,2 milliard €, soit +3,4 % ;
 - le financement de la formation professionnelle (hors dotation de décentralisation) représente une dépense de 3,4 milliards €, avec notamment 240.000 contrats d'apprentissage, 135.000 contrats de qualification et le développement du contrat de qualification pour les adultes (14.000 nouveaux contrats).

Titres V et VI. Investissements et subventions d'investissement

- ◆ Les **autorisations de programme (AP)** s'élèvent à 17,8 milliards € contre 14,1 milliards € en loi de finances pour 2001, soit une progression de 24,8 %. Hors inscription de 3,35 milliards € au titre de la contribution de la France au 9^e Fonds européen de développement, la progression s'élève à 2,4 %. Le montant 2002 se répartit à hauteur de :
 - 3,4 milliards € sur le titre V ;

- 14,4 milliards € sur le titre VI.

Les opérations d'investissement traduisent un important effort de redéploiement des autorisations de programme à partir du financement des équipements administratifs et universitaires, au profit du logement social et de la politique de la ville et du développement social urbain.

- ◆ Les **crédits de paiement (CP)** s'élèvent à 12 milliards € dans le projet de loi de finances pour 2002, contre 12,2 milliards € en LFI 2001, soit une baisse de 1,6 % :
 - 2,4 milliards € sur le titre V ;
 - 9,6 milliards € sur le titre VI.
- ◆ Ces dotations du budget général sont complétées par 3,9 milliards € de dotation en capital des entreprises publiques inscrites sur le compte d'affectation spéciale des produits de cessions d'actifs publics.

La quasi-stabilité des crédits recouvre des mouvements de sens contraire. Les crédits de paiement alloués au secteur des transports sont en progression, ainsi que ceux inscrits sur les budgets de l'outre-mer et de l'aménagement du territoire. Inversement, le montant des reports constatés sur de nombreux budgets a permis de réduire les inscriptions de crédits, notamment aux budgets de l'intérieur, du logement, de la santé et solidarité, de l'enseignement supérieur et de l'environnement.

Par grands secteurs, les principales évolutions s'analysent de la manière suivante :

- ◆ les **équipements collectifs** sont dotés de 5,6 milliards € d'AP (5,8 milliards € en LFI 2001) et de 4 milliards € de CP (montant identique à celui de la LFI 2001) ;
- ◆ les **aides aux principaux secteurs économiques** s'établissent à 6,5 milliards € en AP, contre 6,3 milliards € en LFI 2001, et à 5,7 milliards € en CP contre 5,8 milliards € en LFI 2001 ;
- ◆ les **aides aux investissements locaux** passent à 1,4 milliard € de CP, contre 1,6 milliard € en LFI 2001, et sont stabilisés en AP, à hauteur de 1,7 milliard € ;
- ◆ les **investissements extérieurs** et divers s'élèvent à 4 milliards € en AP, contre 0,3 milliard € en LFI 2001 ; les CP passent de 0,8 milliard € en 2001 à 0,9 milliard € en 2002.

P.L.F.	2002

Analyse par ministère des principaux écarts 2001 - 2002

(en millions d'euros)			
	LFI 2001	PLF 2002	Ecart
Affaires étrangères			
Dépenses ordinaires	3.062	3.103	+41
(Autorisations de programme)	(424)	(3.729)	(+3.305)
Crédits de paiement	306	527	221
Total des crédits	3.368	3.630	+262
Analyse des principaux écarts en crédits			
Effet change-prix sur les rémunérations			+ 11
Personnel			+12
Fonctionnement			+ 3
Établissements publics			+9
Établissements culturels			+5
Contributions obligatoires et volontaires aux organisations internationales			+6
Coopération militaire et de défense			-6
Audiovisuel extérieur			+4
Autres interventions de politique internationale			+8
Prise en charge des coopérants techniques aux budgets de différents ministères			-9
Équipement			+7
Transfert de la contribution de la France au 9e Fonds européen de développement, en provenance des <i>Charges communes</i>			+218
Analyse des principales autorisations de programme			
Équipement	70	68	
Coopération et aide au développement	354	307	
Fonds européen de développement	-	3.353	
Agriculture et pêche			
Dépenses ordinaires	4.915	4.912	-3
(Autorisations de programme)	(260)	(240)	(-20)
Crédits de paiement	192	191	-1
Total des crédits	5.107	5.103	-4
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+72
Fonctionnement et équipement			+8
Enseignement agricole			+9

P.L.F. 2002
Analyse et tableaux annexes

Pêches et cultures marines			-1
Amélioration des structures agricoles			-38
Charges de bonification des prêts			-105
Prime au maintien du troupeau à la vache allaitante			+40
Contrat territorial d'exploitation			+15
Aide alimentaire			-10
Allègement des charges des agriculteurs et protection sociale			+3
Modernisation des exploitations agricoles			+5
Analyse des principales autorisations de programme			
Équipement des services	16	16	
Aménagement de l'espace rural et de la forêt	158	144	
Recherche	12	11	
Adaptation de l'appareil de production agricole	34	30	
Développement du stockage, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles et de la mer	24	20	
Pêches maritimes et cultures marines	5	5	
Enseignement et formation agricoles	11	14	
Aménagement du territoire et environnement :			
I. Aménagement du territoire			
Dépenses ordinaires	103	91	-12
(Autorisations de programme)	(265)	(269)	(+4)
Crédits de paiement	164	194	30
Total des crédits	267	285	+18
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+1
Informatique			+1
Aides à la localisation d'activités créatrices d'emplois			+15
FNADT			+2
Analyse des principales autorisations de programme			
Aides à la localisation des activités créatrices d'emplois	61	66	
FNADT	204	203	
II. Environnement			
Dépenses ordinaires	527	624	+97
(Autorisations de programme)	(455)	(421)	(-34)
Crédits de paiement	189	137	-52
Total des crédits	716	761	+45
Analyse des principaux écarts en crédits			

P.L.F.	2002

Personnel			+21
Subventions à divers établissements publics			+10
Protection de la nature et de l'environnement			-16
ADEME			-11
IRSN			+39
Analyse des principales autorisations de programme			
Investissements de l'État	51	49	
Subventions de protection de la nature et de l'environnement	77	91	
ADEME	298	250	
Subventions à divers établissements	30	30	
Anciens combattants			
Dépenses ordinaires	3.627	3.628	+1
(Autorisations de programme)	(0)	(0)	(0)
Crédits de paiement	0	0	0
Total des crédits	3.627	3.628	+1
Analyse des principaux écarts en crédits			
Diminution du nombre d'allocataires du Fonds de solidarité AFN			-61
Évolution des parties prenantes de la dette viagère			-66
Ajustement des crédits de la dette viagère aux besoins constatés			+21
Provision pour l'application du rapport constant			+20
Soins médicaux gratuits			-10
Prestations de sécurité sociale au profit des grands invalides de guerre			-7
Augmentation du nombre de crédientiers de la rente mutualiste			+12
Attribution de la retraite du combattant à 60 ans pour les titulaires d'une pension militaire d'invalidité au titre des faits de guerre			+12
Relèvement du plafond majorable des rentes mutualistes			+2
Rattrapage de l'unicité du point de pension pour les grands invalides			+3
Majoration de pension pour les veuves de grands invalides			+2
Transfert des majorations légales allouées aux anciens combattants, en provenance des <i>Charges communes</i>			+73
Charges communes			
Dépenses ordinaires	109.674	117.025	+7.351
(Autorisations de programme)	(0)	(0)	(0)
Crédits de paiement	213	0	-213
Total des crédits	109.887	117.025	+7.138
Analyse des principaux écarts en crédits			
Service de la dette à long et moyen terme			+311

P.L.F. 2002
Analyse et tableaux annexes

Charges afférentes aux intérêts des bons du Trésor à court ou moyen terme			+225
Charges afférentes aux intérêts des comptes de dépôts au Trésor			-328
Autres charges liées de la dette			-11
Garanties			-8
Dégrèvements de contributions directes			+2.803
Remboursements sur produits indirects et divers			+3.841
Frais d'actes des huissiers : inscription de la dotation sur le budget du MINÉFI			-86
Dotations des pouvoirs publics			+23
Provision pour mesures générales intéressant les agents du secteur public			-50
Pensions et allocations			+378
Versement à la Caisse nationale d'allocations familiales			+26
Versement de l'État au titre de la compensation entre régimes de sécurité sociale			+776
Dépenses accidentelles			+79
Fonds national de péréquation			-24
Prime à la construction			+99
Subvention au budget annexe des prestations sociales agricoles			-558
Subvention au fonds spécial de retraite de la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines			-47
Régime de retraite de la SEITA			+8
Ajustements divers (dont rapatriés, majoration de rentes)			-24
Rentes : transfert de la majoration légale vers le budget des Anciens combattants			-73
Fonds européen de développement : inscription de la dotation sur le budget des Affaires étrangères			-213
Culture et communication			
Dépenses ordinaires	1.987	2.066	+79
(Autorisations de programme)	(602)	(567)	(-35)
Crédits de paiement	562	536	-26
Total des crédits	2.549	2.602	+53
Analyse des principaux écarts en crédits			
Rémunérations et pensions			+23
Fonctionnement			+4
Établissements publics			+14
Autres interventions, notamment dans les domaines du spectacle vivant et des enseignements artistiques			+38
Établissement public du musée du Quai Branly			+24
			-21
Patrimoine monumental			
Autres investissements			-29
Analyse des principales autorisations de programme			

P.L.F.	2002

Bibliothèque nationale de France	10	10	
Écoles d'architecture	20	20	
Cité des sciences et de l'industrie	36	36	
Établissement public du musée du Quai Branly	57	23	
Patrimoine monumental	265	270	
Autres opérations d'investissement	214	208	
Economie, finances et industrie			
Dépenses ordinaires	12.829	13.168	+339
(Autorisations de programme)	(918)	(1.257)	(+339)
Crédits de paiement	1.314	1.285	-29
Total des crédits	14.143	14.453	+310
Analyse des principaux écarts en crédits			
Rémunérations, cotisations et prestations sociales			+218
Pensions			+82
Réforme-modernisation du MINÉFI (y compris programmes Copernic et « secteur public local »)			+23
Mise en œuvre de la prime pour l'emploi			+7
Communication sur le passage à l'euro			-7
Autres crédits de communication			-4
Dotations informatiques (hors programmes Copernic et « secteur public local »)			-17
Désengagement de l'activité « fonds particuliers »			-22
Conseil de la concurrence			+3
Subvention à l'Agence française pour les investissements internationaux			+5
Crédits d'équipement administratif et technique			-12
Frais d'actes des huissiers (précédemment imputés aux <i>Charges communes</i>)			+86
Budgétisation de certaines dépenses de fonctionnement de la DGI, précédemment supportées par les conservateurs des hypothèques			+4
Subvention à Charbonnages de France			-9
Prestations à certains retraités des mines			-5
Indemnités pour sinistres miniers			+3
Travaux de sécurité et expropriations sur sites miniers			+7
ADEME			-18
Aides à la construction navale			-34
Groupement des écoles de télécommunication (GET)			+10
Fonds de soutien aux hydrocarbures			-9
Recherche industrielle et innovation			-26
Application de conventions fiscales entre la France et les États étrangers			+4
Rémunérations pour services rendus (Natexis Banque et AFD)			-7
Participation de l'État aux services d'emprunts à caractère économique			-33
Aide extérieure (dons du Trésor)			+11
Participations de la France au capital d'organismes internationaux (banques de développement)			+15

P.L.F.	2002
Analyse et tableaux annexes	

Participations de la France à divers fonds internationaux de développement			+51
--	--	--	-----

P.L.F.	2002

Analyse des principales autorisations de programme			
Équipement des services	143	142	
Fonds de développement des PMI	84	84	
ADEME	38	38	
Reconversions et restructurations industrielles	42	43	
Normes qualité	14	16	
Travaux de sécurité et expropriations sur les sites miniers	11	8	
Recherche industrielle et innovation	280	282	
Fond de soutien aux hydrocarbures (FSH)	35	25	
PME, Commerce, Artisanat et Consommation	4	6	
Aide extérieure (dons du Trésor)	-	8	
Participations de la France à divers fonds internationaux	24	360	
Éducation nationale :			
I. Enseignement scolaire			
Dépenses ordinaires	50.514	52.595	+2.081
(Autorisations de programme)	(120)	(131)	(+11)
Crédits de paiement	106	106	0
Total des crédits	50.620	52.701	+2.081
Analyse des principaux écarts en crédits			
Créations et suppressions d'emplois (enseignement public)			+841
Autres crédits de personnel			-17
Personnels enseignants et forfait d'externat de l'enseignement privé			+218
Pensions et retraites			+843
Cotisations sociales			+197
Plan pour l'éducation artistique et culturelle (enseignement public et privé)			+7
Informatique et nouvelles technologies de l'information (enseignement public et privé)			-7
Subventions de fonctionnement pour les établissements			-27
Établissements publics			+9
Plan d'accès à l'autonomie des élèves handicapés			+7
Moyens des services centraux et déconcentrés			+4
Transports scolaires			+2
Autres crédits de fonctionnement			-1
Autres crédits d'intervention			+5
Analyse des principales autorisations de programme			
Administration générale et établissements d'enseignement à la charge de l'État	55	63	
Équipement pédagogique, technologies nouvelles et premier équipement	40	36	
Subventions d'équipement à caractère éducatif et social	25	32	

P.L.F. 2002
Analyse et tableaux annexes

II. Enseignement supérieur			
Dépenses ordinaires	7.708	8.013	+305
(Autorisations de programme)	(984)	(904)	(-80)
Crédits de paiement	838	723	-115
Total des crédits	8.546	8.736	+190
Analyse des principaux écarts en crédits			
Créations d'emplois			+22
Hausse de la valeur du point fonction publique			+127
Autres crédits de personnel			+54
Subventions de fonctionnement aux établissements d'enseignement supérieur			+82
Œuvres universitaires			+4
Bourses et secours d'études			+16
Équipement			-114
Analyse des principales autorisations de programme			
Construction	385	404	
Maintenance	127	140	
Mise en sécurité	161	30	
Recherche universitaire	312	330	
Emploi et solidarité :			
I. Emploi			
Dépenses ordinaires	17.057	16.703	-354
(Autorisations de programme)	(77)	(85)	(+8)
Crédits de paiement	76	77	¹
Total des crédits	17.133	16.780	-353
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel et fonctionnement			+26
Subvention à l'ANPE : mise en œuvre du PARE			+119
Crédits décentralisés de la formation professionnelle			+52
Financement de l'apprentissage			+51
Contrats de qualification			-65
Dépenses de fonctionnement de la formation professionnelle			-7
Validation des acquis de l'expérience professionnelle			+4
Allocation de formation reclassement			-191
Subvention à l'AFPA			+15
Emplois-jeunes			-121
Stages pour chômeurs de longue durée et cadres demandeurs d'emploi			+5

P.L.F.	2002

Contrats initiative emploi			-304
Contrats emploi-solidarité, emplois consolidés, emplois-ville			+165
Aide aux structures d'insertion par l'économie			+18
Programme TRACE (Trajectoires d'accès à l'emploi)			+7
Bourses d'accès à l'emploi			+76
Réseau d'accueil des jeunes			+15
Reclassement des travailleurs handicapés			+65
Exonérations diverses de cotisations accordées dans certaines zones géographiques (Corse, zones de revitalisation rurale et redynamisation urbaine, zones franches)			+56
Exonération de charges accordée dans les DOM : impact de la loi Outre-mer			+46
Exonération de charges pour les hôtels-cafés-restaurants			+23
AS-FNE et CAT			-105
Pré-retraites progressives			-24
Conventions de conversion			-76
Conventions sociales de la sidérurgie : dispositif en extinction			-14
Accompagnement des restructurations industrielles			-2
Indemnisation du chômage partiel			-2
Subvention au Fonds de solidarité			-184

Analyse des principales autorisations de programme			
Équipement administratif	10	11	
Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale	4	12	
Formation professionnelle des adultes	56	52	
ANPE	7	10	
II. Santé et solidarité			
Dépenses ordinaires	14.381	14.760	+379
(Autorisations de programme)	(159)	(120)	(-39)
Crédits de paiement	66	40	-26
Total des crédits	14.447	14.800	+353
Analyse des principaux écarts en crédits			

Personnel et pensions			+44
Fonctionnement des services			+15
Objecteurs de conscience			-7
Établissements sanitaires et sociaux			-13
Formations sanitaires et sociales et bourses			-26
Actions relatives à la santé publique			+26
Actions en faveur des réfugiés et des populations migrantes			+43

P.L.F. 2002
Analyse et tableaux annexes

Innovation sociale			+4
Revenu minimum d'insertion			-76
Revenu de solidarité dans les DOM			+43
Allocation de parent isolé			+26
Couverture maladie universelle et aide médicale			-69
Allocation aux adultes handicapés			+232
Tutelle et curatelle			+18
Fonds spécial d'invalidité			+16
Centres d'aide par le travail			+33
Centres d'hébergement et de réadaptation sociale			+14
Actions en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées			+30
Interventions sociales de lutte contre l'exclusion			+22
Autres interventions			+4
Subventions d'investissements sanitaires et sociaux			-26
Analyse des principales autorisations de programme			
Équipement sanitaire et social	15	16	
Subventions d'équipement	144	104	
III. Ville			
Dépenses ordinaires	289	309	+20
(Autorisations de programme)	(177)	(229)	(+52)
Crédits de paiement	78	63	-15
Total des crédits	367	372	+5
Analyse des principaux écarts en crédits			
Contrats de ville			+12
Ouverture du dispositif adultes-relais à de nouveaux employeurs			+5
Interventions en faveur de la ville et du développement social urbain			+3
Montée en puissance des grands projets			+5
Ajustement des crédits de paiement			-20
Analyse des principales autorisations de programme			
Politique de la ville et du développement social urbain	177	229	
Équipement, transports et logement :			
I. Services communs			
Dépenses ordinaires	4.026	4.246	+220
(Autorisations de programme)	(78)	(79)	(+1)
Crédits de paiement	77	66	-11
Total des crédits	4.103	4.312	+209
Analyse des principaux écarts en crédits			

P.L.F.	2002

Personnel (hors emplois de la section <i>Mer</i> transférés sur la section <i>Services communs</i> en 2002)			+101
Inscription des emplois antérieurement décrits par la section <i>Mer</i>			+79
Inscription des crédits de fonctionnement de la section <i>Sécurité routière</i>			+32
Subventions aux établissements publics			+5
Frais de justice			+3
Ajustement des crédits de paiement aux autorisations de programme engagées			-11
Analyse des principales autorisations de programme			
Équipement du ministère	12	14	
Études	7	7	
Subventions d'équipement	59	58	
II. Urbanisme et logement			
Dépenses ordinaires	5.501	5.409	-92
(Autorisations de programme)	(2.065)	(2.119)	(+54)
Crédits de paiement	1.932	1.895	-37
Total des crédits	7.433	7.304	-129
Analyse des principaux écarts en crédits			
Effet en 2002 de l'actualisation 2001 des aides personnelles et des mesures complémentaires			+67
Contributions de l'État au FNH et au FNAL : ajustement à l'évolution tendancielle des prestations			-410
Seconde étape de la réforme, au 1er janvier 2002, des aides personnelles			+244
Aires d'accueil des gens du voyage			+6
Aides à la réhabilitation			-57
Opérations les plus sociales			+37
Fonds de garantie de l'accèsion sociale			-9
Prêts à taux zéro			-8
Résorption de l'habitat insalubre			+2
Analyse des principales autorisations de programme			
Aide au secteur locatif social (construction et amélioration)	513	589	
Prêts à taux zéro	900	869	
Fonds de garantie de l'accèsion sociale	56	47	
Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH + PAH)	457	412	
Opérations les plus sociales	53	110	
Résorption de l'habitat insalubre	10	10	
Urbanisme	53	59	
Études et recherche	23	23	

P.L.F. 2002
Analyse et tableaux annexes

III. Transports et sécurité routière			
1. Transports et sécurité routière			
Dépenses ordinaires	7.318	7.508	+190
(Autorisations de programme)	(2.215)	(2.334)	(+119)
Crédits de paiement	1.319	1.784	465
Total des crédits	8.637	9.292	+655
Analyse des principaux écarts en crédits			
Transfert de crédits en provenance de la section <i>Sécurité routière</i>			+55
Entretien routier			+12
Investissements routiers			+132
Services régionaux de voyageurs (hors changement de périmètre des tarifs sociaux)			+363
Charges de retraites			+76
Autres concours au système ferroviaire			-1
Concours à l'exploitation des transports collectifs en Île-de-France			+10
Subvention au budget annexe de l'aviation civile et aéronautique civile			+6
Divers (études, transports routiers, batellerie, charges de pensions)			+2
Analyse des principales autorisations de programme			
Investissements relatifs à la sécurité routière	-	38	
Investissements de l'État	794	801	
Subventions d'investissement aux transports	691	745	
Entretien routier	401	421	
Aéronautique civile	329	329	
2. Sécurité routière			
Dépenses ordinaires	59	0	-59
(Autorisations de programme)	(32)	(0)	(-32)
Crédits de paiement	32	0	-32
Total des crédits	91	0	-91
Analyse des principaux écarts en crédits			
Transfert de l'ensemble des crédits aux sections <i>Transports et sécurité routière</i> et <i>Services communs</i> de l'Équipement			-91
Analyse des principales autorisations de programme			
Inscription des autorisations nouvelles à la section <i>Transports et sécurité routière</i>			
IV. Mer			
Dépenses ordinaires	975	884	-91

P.L.F.	2002

(Autorisations de programme)	(91)	(90)	(-1)
Crédits de paiement	49	56	7
Total des crédits	1.024	940	-84
Analyse des principaux écarts en crédits			
Transfert des crédits de personnel vers la section <i>Services communs</i> de l'Équipement			-79
Flotte de commerce			+13
ENIM			-26
Investissements relatifs aux ports maritimes et à la protection du littoral			+4
Investissements de signalisation et de surveillance maritime			+3
Ajustements divers			+1
Analyse des principales autorisations de programme			
Ports maritimes et protection du littoral	64	67	
Signalisation et surveillance maritimes	25	21	
Équipement	2	2	
V. Tourisme			
Dépenses ordinaires	66	67	+1
(Autorisations de programme)	(15)	(14)	(-1)
Crédits de paiement	8	7	-1
Total des crédits	74	74	0
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+1
Développement territorial du tourisme			-1
Analyse des principales autorisations de programme			
Développement territorial du tourisme	15	14	
Intérieur et décentralisation			
Dépenses ordinaires	14.916	15.570	+654
(Autorisations de programme)	(2.112)	(2.031)	(-81)
Crédits de paiement	2.064	1.697	-367
Total des crédits	16.980	17.267	+287
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+220
Pensions			+122

P.L.F. 2002
Analyse et tableaux annexes

Emplois de proximité			-5
Fonctionnement			+21
Élections			+85
Dotations générales de décentralisation			+127
Compensation aux régions des pertes de recettes fiscales			+81
Dotations générales de décentralisation de la collectivité territoriale de Corse			+11
Équipement du ministère de l'intérieur (immobilier, matériels, transmissions, recherche)			-53
Subventions pour travaux d'intérêt local			-110
Dotations globales d'équipement			-227
Dotations régionales et départementales d'équipement scolaire et des collèges			+17
Analyse des principales autorisations de programme			
Immobilier	157	152	
Matériels	48	48	
Informatique et transmissions	104	108	
Dotations globales d'équipement	850	865	
Dotations régionales et départementales d'équipement scolaire et des collèges	827	841	
Subventions pour travaux d'intérêt local	117	5	
Jeunesse et sports			
Dépenses ordinaires	513	531	+18
(Autorisations de programme)	(18)	(16)	(-2)
Crédits de paiement	10	8	-2
Total des crédits	523	539	+16
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+7
Fonctionnement des services			+1
Fonctionnement des établissements			+5
Interventions en faveur de la jeunesse			+5
Interventions en faveur du sport			-1
Équipement			-2
Analyse des principales autorisations de programme			
Équipements réalisés par l'État	7	5	
Subventions d'équipement des collectivités	11	10	
Justice			
Dépenses ordinaires	4.231	4.497	+266
(Autorisations de programme)	(420)	(362)	(-58)
Crédits de paiement	204	190	-14
Total des crédits	4.435	4.687	+252

P.L.F.	2002

Analyse des principaux écarts en crédits			
Créations d'emplois			+94
Personnel			+66
Pensions			+19
Informatique			+3
Fonctionnement des services judiciaires (y compris frais de justice)			+23
Fonctionnement de l'administration pénitentiaire (y compris dépenses de santé des détenus)			+13
Secteurs public et habilité de la protection judiciaire de la jeunesse			-6
École nationale d'administration pénitentiaire (ENAP)			+2
École nationale de la magistrature			+5
Aide juridique			+43
Équipement			-14
Analyse des principales autorisations de programme			
Administration générale	-	5	
Services judiciaires	116	84	
Conseil d'État et juridictions administratives	6	6	
Services pénitentiaires	281	257	
Protection judiciaire de la jeunesse	15	8	
Subventions d'équipement	1	2	
Outre-mer			
Dépenses ordinaires	789	812	+23
(Autorisations de programme)	(343)	(443)	(+100)
Crédits de paiement	252	268	16
Total des crédits	1.041	1.080	+39
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+9
Subventions aux collectivités locales			+2
Dotations globales pour la Nouvelle-Calédonie			+8
Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM)			+103
Créance de proratisation du RMI			-99
Action sociale et culturelle			-2
Aide au logement dans les DOM, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte			+16
Analyse des principales autorisations de programme			
Équipement administratif	4	5	
Infrastructures de Guyane	1	1	

P.L.F. 2002
Analyse et tableaux annexes

Ligne budgétaire unique	206	288	
FIDOM	52	61	
FIDES	27	27	
Actions diverses pour le développement de la Nouvelle-Calédonie	51	61	
Recherche			
Dépenses ordinaires	4.027	4.084	+57
(Autorisations de programme)	(2.211)	(2.266)	(+55)
Crédits de paiement	2.130	2.129	-1
Total des crédits	6.157	6.213	+56
Analyse des principaux écarts en crédits			
Dotations ordinaires des établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST)			+49
Soutien de programme des EPST			+29
Investissement des EPST			-29
Commissariat à l'énergie atomique			-12
Autres établissements publics de recherche à caractère industriel et commercial			+8
Interventions et études du ministère			+10
Analyse des principales autorisations de programme			
Interventions et études du ministère	289	306	
Soutien de programme des établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST)	476	506	
Investissement des EPST	251	268	
Commissariat à l'énergie atomique	63	57	
Centre national d'études spatiales (hors recherche duale)	995	995	
Autres établissements publics de recherche à caractère industriel et commercial	136	133	
Services du Premier ministre :			
I. Services généraux			
Dépenses ordinaires	1.033	1.080	+47
(Autorisations de programme)	(48)	(45)	(-3)
Crédits de paiement	33	26	-7
Total des crédits	1.066	1.106	+40
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+6
Fonctionnement et informatique			+6
Autorités indépendantes			+3
Établissements publics			+3
Actions en faveur des victimes des législations antisémites			+36

P.L.F.	2002

Compensation pour exonérations de redevance télévision			-4
Cités administratives			-7
Analyse des principales autorisations de programme			
Secrétariat général du Gouvernement	5	6	
Actions interministérielles	15	15	
Cités administratives	28	24	
II. Secrétariat général de la défense nationale			
Dépenses ordinaires	22	25	+3
(Autorisations de programme)	(6)	(33)	(+27)
Crédits de paiement	7	14	7
Total des crédits	29	39	+10
Analyse des principaux écarts en crédits			
Création d'emplois et mesures catégorielles			+2
Programme civil de défense			+2
Capacités techniques interministérielles			+6
Analyse des principales autorisations de programme			
Programme civil de défense	3	8	
Centre de transmissions gouvernemental	1	1	
Direction centrale de la sécurité des systèmes d'information (DCSSI)	2	2	
Capacités techniques interministérielles	-	22	
III. Conseil économique et social			
Dépenses ordinaires	30	31	+1
(Autorisations de programme)	(1)	(1)	(0)
Crédits de paiement	1	1	0
Total des crédits	31	32	+1
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+1
Analyse des principales autorisations de programme			
Rénovation du palais d'Iéna	1	1	
IV. Plan			
Dépenses ordinaires	25	25	0
(Autorisations de programme)	(1)	(1)	(0)
Crédits de paiement	1	1	0

P.L.F. 2002
Analyse et tableaux annexes

Total des crédits	26	26	0
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+1
Subvention non reductible			-1

Analyse des principales autorisations de programme			
Recherche en socio-économie	1	1	

P.L.F.	2002

P.L.F.	2002
Analyse et tableaux annexes	

--	--	--

**1. Évolution des crédits par ministère
(tableaux annexes)**

P.L.F.	2002

(DO + CP ; en millions €)

Ministères	LFI 2001	PLF 2002 (structure constante)	Évol. en %	PLF 2002
Affaires étrangères	3.368	3.630	+7,8	3.630
Agriculture et pêche	5.107	5.072	-0,7	5.103
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>				
I. Aménagement du territoire	267	285	+6,8	285
II. Environnement	716	762	+6,3	761
Anciens combattants	3.627	3.628	-	3.628
Charges communes	51.050	51.649	+1,2	51.649
Culture et communication	2.549	2.602	+2,1	2.602
Économie, finances et industrie	14.143	14.449	+2,2	14.453
<i>Éducation nationale :</i>				
I. Enseignement scolaire	50.620	52.701	+4,1	52.701
II. Enseignement supérieur	8.546	8.741	+2,3	8.736
<i>Emploi et solidarité :</i>				
I. Emploi	17.133	16.848	-1,7	16.780
II. Santé et solidarité	14.447	14.861	+2,9	14.800
III. Ville	367	372	+1,3	372
<i>Équipement, transports et logement :</i>				
I. Services communs	4.103	4.312	+5,1	4.312
II. Urbanisme et logement	7.433	7.304	-1,7	7.304
III. Transports et sécurité routière	8.729	9.292	+6,5	9.292
IV. Mer	1.024	940	-8,2	940
V. Tourisme	74	74	-0,5	74
Intérieur et décentralisation	16.980	17.265	+1,7	17.267
Jeunesse et sports	523	539	+3,1	539
Justice	4.435	4.689	+5,7	4.687
Outre-mer	1.040	1.080	+3,8	1.080
Recherche	6.157	6.213	+0,9	6.213
<i>Services du Premier ministre :</i>				
I. Services généraux	1.066	1.106	+3,8	1.106
II. Secrétariat général de la défense nationale	30	39	+33,5	39
III. Conseil économique et social	31	32	+1,6	32
IV. Plan	26	26	-0,1	26
Total pour les budgets civils	223.591	228.511	+2,2	228.412
Défense	37.309	37.607	+0,8	37.607
Total pour le budget général	260.900	266.118	+2,0	266.019
Solde des comptes spéciaux du Trésor	-1.397	-1.989	n.s.	-1.989
Total des charges nettes	259.503	264.129	+1,8	264.030

P.L.F.	2002
Analyse et tableaux annexes	

**2. Comparaison, par titre et par ministère,
pour les dépenses ordinaires,
des crédits prévus pour 2002
à ceux ouverts en 2001
(tableaux annexes)**

P.L.F.	2002

Titre I Dette publique et dépenses en atténuation de recettes

Ministères ou services	2001	2002		Total	Différence 2001/2002
		Services votés	Mesures nouvelles		
Affaires étrangères					
Agriculture et pêche					
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>					
I. Aménagement du territoire					
II. Environnement					
Anciens combattants					
Charges communes	95.861.771.428	99.982.043.765	2.619.760.000	102.601.803.765	+6.740.032.337
Culture et communication					
Economie, finances et industrie					
<i>Éducation nationale :</i>					
I. Enseignement scolaire					
II. Enseignement supérieur					
<i>Emploi et solidarité :</i>					
I. Emploi					
II. Santé et solidarité					
III. Ville					
<i>Équipement, transports et logement :</i>					
I. Services communs					
II. Urbanisme et logement					
III. Transports et sécurité routière					
1. Transports et sécurité routière					
2. Sécurité routière					
IV. Mer					
V. Tourisme					
Intérieur et décentralisation					
Jeunesse et sports					
Justice					
Outre-mer					
Recherche					
<i>Services du Premier ministre :</i>					
I. Services généraux					
II. Secrétariat général de la défense nationale					
III. Conseil économique et social					
IV. Plan					
Total général	95.861.771.428	99.982.043.765	2.619.760.000	102.601.803.765	+6.740.032.337

P.L.F. 2002
Analyse et tableaux annexes

Titre II Pouvoirs publics

Ministères ou services	2002			Différence 2001/2002
	2001	Services votés	Mesures nouvelles	
Affaires étrangères				
Agriculture et pêche				
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>				
I. Aménagement du territoire				
II. Environnement				
Anciens combattants				
Charges communes	747.815.710	747.815.710	23.268.121	771.083.831 +23.268.121
Culture et communication				
Economie, finances et industrie				
<i>Éducation nationale :</i>				
I. Enseignement scolaire				
II. Enseignement supérieur				
<i>Emploi et solidarité :</i>				
I. Emploi				
II. Santé et solidarité				
III. Ville				
<i>Équipement, transports et logement :</i>				
I. Services communs				
II. Urbanisme et logement				
III. Transports et sécurité routière				
1. Transports et sécurité routière				
2. Sécurité routière				
IV. Mer				
V. Tourisme				
Intérieur et décentralisation				
Jeunesse et sports				
Justice				
Outre-mer				
Recherche				
<i>Services du Premier ministre :</i>				
I. Services généraux				
II. Secrétariat général de la défense nationale				
III. Conseil économique et social				
IV. Plan				
Total général	747.815.710	747.815.710	23.268.121	771.083.831 +23.268.121

P.L.F.	2002

Titre III Moyens des services

Ministères ou services	2001		2002		Différence 2001/2002
		Services votés	Mesures nouvelles	Total	
Affaires étrangères	1.456.302.176	1.458.911.013	37.618.760	1.496.529.773	+40.227.597
Agriculture et pêche	1.829.471.294	1.864.393.988	69.766.700	1.934.160.688	+104.689.394
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>					
I. Aménagement du territoire	18.836.600	18.937.028	-4.833.722	14.103.306	-4.733.294
II. Environnement	225.881.156	225.193.403	33.000.130	258.193.533	+32.312.377
Anciens combattants	44.225.143	44.225.143	721.857	44.947.000	+721.857
Charges communes	9.618.847.425	10.788.263.355	42.676.645	10.830.940.000	+1.212.092.575
Culture et communication	1.205.227.966	1.213.042.421	32.606.742	1.245.649.163	+40.421.197
Economie, finances et industrie	10.574.140.497	10.677.502.821	281.081.571	10.958.584.392	+384.443.895
<i>Éducation nationale :</i>					
I. Enseignement scolaire	43.471.245.012	45.027.159.536	319.946.626	45.347.106.162	+1.875.861.150
II. Enseignement supérieur	6.372.554.008	6.533.467.550	127.919.088	6.661.386.638	+288.832.630
<i>Emploi et solidarité :</i>					
I. Emploi	1.637.630.850	1.620.995.768	160.825.602	1.781.821.370	+144.190.520
II. Santé et solidarité	997.169.739	1.007.649.288	28.677.401	1.036.326.689	+39.156.950
III. Ville	21.921.050	21.921.050	-7.041.620	14.879.430	-7.041.620
<i>Équipement, transports et logement :</i>					
I. Services communs	4.024.711.560	4.094.526.918	150.124.943	4.244.651.861	+219.940.301
II. Urbanisme et logement	17.074.290	17.074.290	-4.494	17.069.796	-4.494
III. Transports et sécurité routière					
1. Transports et sécurité routière	197.649.220	197.420.546	13.762.354	211.182.900	+13.533.680
2. Sécurité routière	55.913.726	55.913.726	-55.913.726		-55.913.726
Sous-total	253.562.946	253.334.272	-42.151.372	211.182.900	-42.380.046
IV. Mer	101.732.622	102.722.590	-68.665.590	34.057.000	-67.675.622
V. Tourisme	21.157.297	21.341.320	1.078.372	22.419.693	+1.262.393
Total	4.418.238.715	4.488.999.390	40.381.859	4.529.381.249	+111.142.534
Intérieur et décentralisation	8.646.762.367	8.880.123.371	210.306.345	9.090.429.716	+443.667.349
Jeunesse et sports	314.154.588	317.740.699	9.799.195	327.539.894	+13.385.306
Justice	3.962.767.833	4.009.960.998	178.540.320	4.188.501.318	+225.733.485
Outre-mer	167.783.438	170.001.563	8.937.103	178.938.666	+11.155.228
Recherche	2.824.239.877	2.824.239.877	48.784.132	2.873.024.009	+48.784.132
<i>Services du Premier ministre :</i>					
I. Services généraux	546.338.553	542.769.440	19.623.929	562.393.369	+16.054.816
II. Secrétariat général de la défense nationale	22.481.923	22.198.314	2.378.458	24.576.772	+2.094.849
III. Conseil économique et social	30.428.885	30.517.946	408.597	30.926.543	+497.658
IV. Plan	16.569.315	16,731,544	90.589	16,822,133	+252,818
Total général	98.423.218.410	101.804.945.506	1.642.216.307	103.447.161.813	+5.023.943.403

P.L.F. 2002
Analyse et tableaux annexes

Titre IV Interventions publiques

Ministères ou services	2001	2002		Total	Différence 2001/2002
		Services votés	Mesures nouvelles		
Affaires étrangères	1.605.344.049	1.603.269.218	2.816.958	1.606.086.176	+742.127
Agriculture et pêche	3.085.973.961	2.980.759.748	-3.289.642	2.977.470.106	-108.503.855
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>					
I. Aménagement du territoire	83.975.017	83.542.062	-6.485.633	77.056.429	-6.918.588
II. Environnement	300.814.167	299.095.152	66.485.119	365.580.271	+64.766.104
Anciens combattants	3.582.961.833	3.534.376.237	48.634.763	3.583.011.000	+49.167
Charges communes	3.445.526.460	3.522.086.105	-700.987.105	2.821.099.000	-624.427.460
Culture et communication	781.876.378	775.478.245	45.169.914	820.648.159	+38.771.781
Economie, finances et industrie	2.255.164.897	2.226.384.394	-16.611.450	2.209.772.944	-45.391.953
<i>Éducation nationale :</i>					
I. Enseignement scolaire	7.043.065.853	7.041.059.624	206.951.486	7.248.011.110	+204.945.257
II. Enseignement supérieur	1.335.646.133	1.335.204.031	16.388.268	1.351.592.299	+15.946.166
<i>Emploi et solidarité :</i>					
I. Emploi	15.419.060.001	15.408.082.910	-486.542.716	14.921.540.194	-497.519.807
II. Santé et solidarité	13.383.347.995	13.381.284.751	342.427.076	13.723.711.827	+340.363.832
III. Ville	266.611.378	266.404.657	28.203.067	294.607.724	+27.996.346
<i>Équipement, transports et logement :</i>					
I. Services communs	1.509.136	1.509.136	"	1.509.136	"
II. Urbanisme et logement	5.483.961.296	5.550.649.974	-159.032.691	5.391.617.283	-92.344.013
III. Transports et sécurité routière					
1. Transports et sécurité routière	7.120.395.178	7.120.332.674	176.648.326	7.296.981.000	+176.585.822
2. Sécurité routière	3.209.814	1.676.939	-1.676.939	"	-3.209.814
Sous-total	7.123.604.992	7.122.009.613	174.971.387	7.296.981.000	+173.376.008
IV. Mer	872.973.381	872.958.136	-22.553.136	850.405.000	-22.568.381
V. Tourisme	44.733.877	44.210.215	304.898	44.515.113	-218.764
Total	13.526.782.682	13.591.337.074	-6.309.542	13.585.027.532	+58.244.850
Intérieur et décentralisation	6.269.572.712	6.269.519.355	209.816.307	6.479.335.662	+209.762.950
Jeunesse et sports	199.116.405	184.601.430	18.787.189	203.388.619	+4.272.214
Justice	267.749.960	307.278.465	955.751	308.234.216	+40.484.256
Outre-mer	620.930.190	620.925.617	11.937.252	632.862.869	+11.932.679
Recherche	1.203.088.313	1.202.999.893	7.559.486	1.210.559.379	+7.471.066
<i>Services du Premier ministre :</i>					
I. Services généraux	487.089.853	486.952.651	31.095.316	518.047.967	+30.958.112
II. Secrétariat général de la défense nationale					
III. Conseil économique et social					
IV. Plan	8.815.595	8.396.360	9.757	8.406.117	-409.478
Total général	75.172.513.834	75.129.037.979	-182.988.379	74.946.049.600	-226.464.234

P.L.F.	2002

Récapitulation générale des dépenses ordinaires

Ministères ou services	2001		2002		Différence 2001/2002
		Services votés	Mesures nouvelles	Total	
Affaires étrangères	3.061.646.225	3.062.180.231	40.435.718	3.102.615.949	+40.969.724
Agriculture et pêche	4.915.445.255	4.845.153.736	66.477.058	4.911.630.794	-3.814.461
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>					
I. Aménagement du territoire	102.811.617	102.479.090	-11.319.355	91.159.735	-11.651.882
II. Environnement	526.695.323	524.288.555	99.485.249	623.773.804	+97.078.481
Anciens combattants	3.627.186.976	3.578.601.380	49.356.620	3.627.958.000	+771.024
Charges communes	109.673.961.023	115.040.208.935	1.984.717.661	117.024.926.596	+7.350.965.573
Culture et communication	1.987.104.344	1.988.520.666	77.776.656	2.066.297.322	+79.192.978
Economie, finances et industrie	12.829.305.394	12.903.887.215	264.470.121	13.168.357.336	+339.051.942
<i>Éducation nationale :</i>					
I. Enseignement scolaire	50.514.310.865	52.068.219.160	526.898.112	52.595.117.272	+2.080.806.407
II. Enseignement supérieur	7.708.200.141	7.868.671.581	144.307.356	8.012.978.937	+304.778.796
<i>Emploi et solidarité :</i>					
I. Emploi	17.056.690.851	17.029.078.678	-325.717.114	16.703.361.564	-353.329.287
II. Santé et solidarité	14.380.517.734	14.388.934.039	371.104.477	14.760.038.516	+379.520.782
III. Ville	288.532.428	288.325.707	21.161.447	309.487.154	+20.954.726
<i>Équipement, transports et logement :</i>					
I. Services communs	4.026.220.696	4.096.036.054	150.124.943	4.246.160.997	+219.940.301
II. Urbanisme et logement	5.501.035.586	5.567.724.264	-159.037.185	5.408.687.079	-92.348.507
III. Transports et sécurité routière					
1. Transports et sécurité routière	7.318.044.398	7.317.753.220	190.410.680	7.508.163.900	+190.119.502
2. Sécurité routière	59.123.540	57.590.665	-57.590.665	'	-59.123.540
Sous-total	7.377.167.938	7.375.343.885	132.820.015	7.508.163.900	+130.995.962
IV. Mer	974.706.003	975.680.726	-91.218.726	884.462.000	-90.244.003
V. Tourisme	65.891.174	65.551.533	1.383.270	66.934.803	+1.043.631
Total	17.945.021.397	18.080.336.464	34.072.317	18.114.408.781	+169.387.384
Intérieur et décentralisation	14.916.335.079	15.149.642.726	420.122.652	15.569.765.378	+653.430.299
Jeunesse et sports	513.270.993	502.342.129	28.586.384	530.928.513	+17.657.520
Justice	4.230.517.793	4.317.239.463	179.496.071	4.496.735.534	+266.217.741
Outre-mer	788.713.628	790.927.180	20.874.355	811.801.535	+23.087.907
Recherche	4.027.328.190	4.027.239.770	56.343.618	4.083.583.388	+56.255.198
<i>Services du Premier ministre :</i>					
I. Services généraux	1.033.428.408	1.029.722.091	50.719.245	1.080.441.336	+47.012.928
II. Secrétariat général de la défense nationale	22.481.923	22.198.314	2.378.458	24.576.772	+2.094.849
III. Conseil économique et social	30.428.885	30.517.946	408.597	30.926.543	+497.658
IV. Plan	25.384.910	25.127.904	100.346	25.228.250	+156.660
Total général	270.205.319.382	277.663.842.960	4.102.256.049	281.766.099.009	+11.560.779.627

P.L.F.	2002
Analyse et tableaux annexes	

**3. Comparaison, par titre et par ministère,
des autorisations de programme et crédits de paiement
prévus pour 2002
à ceux ouverts en 2001
(tableaux annexes)**

P.L.F.	2002

Titre V Investissements exécutés par l'Etat

Ministères ou services	Autorisations de programme	
	2001	2002
Affaires étrangères	70.050.000	67.840.000
Agriculture et pêche	16.083.000	15.626.000
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>		
I. Aménagement du territoire		
II. Environnement	50.541.000	49.303.000
Anciens combattants		
Charges communes		
Culture et communication	280.642.000	291.901.000
Economie, finances et industrie	160.693.000	156.306.000
<i>Éducation nationale :</i>		
I. Enseignement scolaire	95.471.000	99.420.000
II. Enseignement supérieur	125.466.000	199.081.000
<i>Emploi et solidarité :</i>		
I. Emploi	9.909.000	10.670.000
II. Santé et solidarité	14.635.000	16.158.000
III. Ville	915.000	"
<i>Équipement, transports et logement :</i>		
I. Services communs	19.163.000	20.450.000
II. Urbanisme et logement	41.096.000	38.739.000
III. Transports et sécurité routière		
1. Transports et sécurité routière	1.521.845.000	1.583.760.000
2. Sécurité routière	31.698.000	"
Sous-total	1.553.543.000	1.583.760.000
IV. Mer	84.380.000	80.597.000
V. Tourisme		"
Total	1.698.182.000	1.723.546.000
Intérieur et décentralisation	309.647.000	308.747.000
Jeunesse et sports	7.013.000	5.338.000
Justice	418.915.000	360.162.000
Outre-mer	5.687.000	5.992.000
Recherche	1.220.000	1.220.000
<i>Services du Premier ministre :</i>		
I. Services généraux	47.564.000	44.972.000
II. Secrétariat général de la défense nationale	6.403.000	32.930.000
III. Conseil économique et social	823.000	824.000
IV. Plan		
Total général	3.319.859.000	3.390.036.000

P.L.F. 2002

Analyse et tableaux annexes

--

Crédits de paiement			
2001	2002		
	Services votés	Mesures nouvelles	Total
47.183.000	33.768.000	20.352.000	54.120.000
13.999.000	9.031.000	4.688.000	13.719.000
37.434.000	6.134.000	18.050.000	24.184.000
296.245.000	185.654.000	70.971.000	256.625.000
137.056.000	91.696.000	55.098.000	146.794.000
87.658.000	25.154.000	57.010.000	82.164.000
92.346.000	45.730.000	28.014.000	73.744.000
9.681.000	1.373.000	3.202.000	4.575.000
8.987.000	4.301.000	4.847.000	9.148.000
915.000	"	"	"
16.421.000	2.734.000	7.239.000	9.973.000
36.697.000	14.299.000	17.019.000	31.318.000
1.027.914.000	518.194.000	697.289.000	1.215.483.000
31.698.000	"	"	"
1.059.612.000	518.194.000	697.289.000	1.215.483.000
46.044.000	26.060.000	25.035.000	51.095.000
"	"	"	"
1.158.774.000	561.287.000	746.582.000	1.307.869.000
289.829.000	146.382.000	89.953.000	236.335.000
3.506.000	"	2.669.000	2.669.000
204.571.000	148.638.000	41.561.000	190.199.000
4.961.000	2.244.000	2.482.000	4.726.000
991.000	610.000	610.000	1.220.000
32.320.000	3.354.000	22.105.000	25.459.000
7.013.000	3.202.000	11.585.000	14.787.000
823.000	"	824.000	824.000
2.434.292.000	1.268.558.000	1.180.603.000	2.449.161.000

P.L.F.	2002

Titre VI Subventions d'investissement accordées par l'Etat

Ministères ou services	Autorisations de programme	
	2001	2002
Affaires étrangères	353.859.000	3.660.815.000
Agriculture et pêche	243.795.000	224.420.000
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>		
I. Aménagement du territoire	264.522.000	269.230.000
II. Environnement	404.641.000	371.418.000
Anciens combattants		
Charges communes		" "
Culture et communication	321.052.000	275.105.000
Economie, finances et industrie	757.442.000	1.100.370.000
<i>Éducation nationale :</i>		
I. Enseignement scolaire	24.550.000	31.690.000
II. Enseignement supérieur	859.020.000	705.375.000
<i>Emploi et solidarité :</i>		
I. Emploi	67.109.000	74.430.000
II. Santé et solidarité	144.724.000	104.238.000
III. Ville	176.196.000	228.672.000
<i>Équipement, transports et logement :</i>		
I. Services communs	58.767.000	58.142.000
II. Urbanisme et logement	2.023.613.000	2.079.930.000
III. Transports et sécurité routière		
1. Transports et sécurité routière	693.216.000	749.756.000
2. Sécurité routière	549.000	"
Sous-total	693.765.000	749.756.000
IV. Mer	6.472.000	9.123.000
V. Tourisme	15.173.000	14.030.000
Total	2.797.790.000	2.910.981.000
Intérieur et décentralisation	1.802.150.000	1.722.340.000
Jeunesse et sports	10.761.000	10.212.000
Justice	610.000	1.905.000
Outre-mer	337.787.000	436.733.000
Recherche	2.209.606.000	2.264.898.000
<i>Services du Premier ministre :</i>		
I. Services généraux	15.000	"
II. Secrétariat général de la défense nationale		
III. Conseil économique et social		
IV. Plan	503.000	808.000
Total général	10.776.132.000	14.393.640.000

P.L.F. 2002

Analyse et tableaux annexes

--

Crédits de paiement			
2001	2002		
	Services votés	Mesures nouvelles	Total
259.188.000	427.897.000	45.306.000	473.203.000
177.230.000	94.294.000	83.030.000	177.324.000
164.287.000	120.083.000	74.137.000	194.220.000
152.202.000	18.769.000	94.563.000	113.332.000
213.429.000	"	"	"
265.829.000	105.489.000	173.871.000	279.360.000
1.176.331.000	792.001.000	346.268.000	1.138.269.000
17.855.000	5.340.000	18.750.000	24.090.000
745.419.000	246.800.000	402.830.000	649.630.000
66.347.000	37.516.000	34.194.000	71.710.000
57.218.000	17.816.000	13.101.000	30.917.000
77.962.000	5.549.000	57.168.000	62.717.000
60.390.000	6.901.000	48.757.000	55.658.000
1.894.954.000	976.549.000	887.083.000	1.863.632.000
291.052.000	225.815.000	342.841.000	568.656.000
549.000	"	"	"
291.601.000	225.815.000	342.841.000	568.656.000
3.346.000	"	4.550.000	4.550.000
8.389.000	2.751.000	4.209.000	6.960.000
2.258.680.000	1.212.016.000	1.287.440.000	2.499.456.000
1.773.927.000	738.128.000	722.439.000	1.460.567.000
5.806.000	"	5.106.000	5.106.000
305.000	"	476.000	476.000
246.842.000	134.336.000	128.734.000	263.070.000
2.128.843.000	275.355.000	1.853.216.000	2.128.571.000
15.000	"	"	"
526.000	252.000	404.000	656.000
9.788.241.000	4.231.641.000	5.341.033.000	9.572.674.000

P.L.F.	2002

Titre VII Réparation des dommages de guerre

Ministères ou services	Autorisations de programme	
	2001	2002
Affaires étrangères		
Agriculture et pêche		
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>		
I. Aménagement du territoire		
II. Environnement		
Anciens combattants		
Charges communes		
Culture et communication		
Economie, finances et industrie		
<i>Éducation nationale :</i>		
I. Enseignement scolaire		
II. Enseignement supérieur		
<i>Emploi et solidarité :</i>		
I. Emploi		
II. Santé et solidarité		
III. Ville		
<i>Équipement, transports et logement :</i>		
I. Services communs		
II. Urbanisme et logement		
III. Transports et sécurité routière		
1. Transports et sécurité routière		
2. Sécurité routière		
IV. Mer		
V. Tourisme		
Intérieur et décentralisation		
Jeunesse et sports		
Justice		
Outre-mer		
Recherche		
<i>Services du Premier ministre :</i>		
I. Services généraux		
II. Secrétariat général de la défense nationale		
III. Conseil économique et social		
IV. Plan		
Total général		

P.L.F.	2002

Récapitulation générale des dépenses en capital

Ministères ou services	Autorisations de programme	
	2001	2002
Affaires étrangères	423.909.000	3.728.655.000
Agriculture et pêche	259.878.000	240.046.000
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>		
I. Aménagement du territoire	264.522.000	269.230.000
II. Environnement	455.182.000	420.721.000
Anciens combattants		
Charges communes		" "
Culture et communication	601.694.000	567.006.000
Economie, finances et industrie	918.135.000	1.256.676.000
<i>Éducation nationale :</i>		
I. Enseignement scolaire	120.021.000	131.110.000
II. Enseignement supérieur	984.486.000	904.456.000
<i>Emploi et solidarité :</i>		
I. Emploi	77.018.000	85.100.000
II. Santé et solidarité	159.359.000	120.396.000
III. Ville	177.111.000	228.672.000
<i>Équipement, transports et logement :</i>		
I. Services communs	77.930.000	78.592.000
II. Urbanisme et logement	2.064.709.000	2.118.669.000
III. Transports et sécurité routière		
1. Transports et sécurité routière	2.215.061.000	2.333.516.000
2. Sécurité routière	32.247.000	"
Sous-total	2.247.308.000	2.333.516.000
IV. Mer	90.852.000	89.720.000
V. Tourisme	15.173.000	14.030.000
Total	4.495.972.000	4.634.527.000
Intérieur et décentralisation	2.111.797.000	2.031.087.000
Jeunesse et sports	17.774.000	15.550.000
Justice	419.525.000	362.067.000
Outre-mer	343.474.000	442.725.000
Recherche	2.210.826.000	2.266.118.000
<i>Services du Premier ministre :</i>		
I. Services généraux	47.579.000	44.972.000
II. Secrétariat général de la défense nationale	6.403.000	32.930.000
III. Conseil économique et social	823.000	824.000
IV. Plan	503.000	808.000
Total général	14.095.991.000	17.783.676.000

P.L.F. 2002

Analyse et tableaux annexes

--

Crédits de paiement			
2001	2002		
	Services votés	Mesures nouvelles	Total
306.371.000	461.665.000	65.658.000	527.323.000
191.229.000	103.325.000	87.718.000	191.043.000
164.287.000	120.083.000	74.137.000	194.220.000
189.636.000	24.903.000	112.613.000	137.516.000
213.429.000	"	"	"
562.074.000	291.143.000	244.842.000	535.985.000
1.313.387.000	883.697.000	401.366.000	1.285.063.000
105.513.000	30.494.000	75.760.000	106.254.000
837.765.000	292.530.000	430.844.000	723.374.000
76.028.000	38.889.000	37.396.000	76.285.000
66.205.000	22.117.000	17.948.000	40.065.000
78.877.000	5.549.000	57.168.000	62.717.000
76.811.000	9.635.000	55.996.000	65.631.000
1.931.651.000	990.848.000	904.102.000	1.894.950.000
1.318.966.000	744.009.000	1.040.130.000	1.784.139.000
32.247.000	"	"	"
1.351.213.000	744.009.000	1.040.130.000	1.784.139.000
49.390.000	26.060.000	29.585.000	55.645.000
8.389.000	2.751.000	4.209.000	6.960.000
3.417.454.000	1.773.303.000	2.034.022.000	3.807.325.000
2.063.756.000	884.510.000	812.392.000	1.696.902.000
9.312.000	"	7.775.000	7.775.000
204.876.000	148.638.000	42.037.000	190.675.000
251.803.000	136.580.000	131.216.000	267.796.000
2.129.834.000	275.965.000	1.853.826.000	2.129.791.000
32.335.000	3.354.000	22.105.000	25.459.000
7.013.000	3.202.000	11.585.000	14.787.000
823.000	"	824.000	824.000
526.000	252.000	404.000	656.000
12.222.533.000	5.500.199.000	6.521.636.000	12.021.835.000

P.L.F.	2002

P.L.F.	2002
Analyse et tableaux annexes	

**4. Échéancier prévu des
ouvertures de crédits de paiement en regard
des autorisations de programme anciennes et nouvelles
(tableaux annexes)**

P.L.F.	2002

Titre V Investissements exécutés par l'Etat

Ministères ou services	Autorisations de programme en compte au 1er	Crédits de paiement		
	janvier 2001	2001 et années antérieures	2002	2003
Affaires étrangères	758.418	613.267	33.768	18.935
Agriculture et pêche	139.406	116.073	9.031	3.370
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>				
I. Aménagement du territoire				
II. Environnement	507.874	412.518	6.134	29.299
Anciens combattants				
Charges communes				
Culture et communication	3.152.586	2.469.737	185.654	165.738
Economie, finances et industrie	2.837.730	2.120.269	91.696	131.349
<i>Éducation nationale :</i>				
I. Enseignement scolaire	715.557	647.276	25.154	17.624
II. Enseignement supérieur	2.127.832	1.859.416	45.730	55.672
<i>Emploi et solidarité :</i>				
I. Emploi	70.048	62.832	1.373	5.843
II. Santé et solidarité	111.421	89.737	4.301	17.383
III. Ville	4.712	4.467	"	245
<i>Équipement, transports et logement :</i>				
I. Services communs	376.380	335.703	2.734	16.213
II. Urbanisme et logement	444.719	394.009	14.299	4.403
III. Transports et sécurité routière				
1. Transports et sécurité routière	33.808.089	30.281.098	518.194	988.815
2. Sécurité routière	"	"	"	"
Sous-total	33.808.089	30.281.098	518.194	988.815
IV. Mer	876.226	703.940	26.060	73.337
V. Tourisme	547	378	"	51
Total	35.505.961	31.715.128	561.287	1.082.819
Intérieur et décentralisation	2.489.609	1.915.083	146.382	107.769
Jeunesse et sports	58.450	50.775	"	2.000
Justice	2.792.093	1.867.457	148.638	359.868
Outre-mer	71.310	60.862	2.244	2.735
Recherche	4.730	2.898	610	"
<i>Services du Premier ministre :</i>				
I. Services généraux	362.566	310.462	3.354	24.015
II. Secrétariat général de la défense nationale	33.604	24.086	3.202	2.106
III. Conseil économique et social	1.479	1.479	"	"
IV. Plan				
Total général	51.745.386	44.343.822	1.268.558	2.026.770

P.L.F. 2002
Analyse et tableaux annexes

--

correspondants		Autorisations de programme de 2002	Crédits de paiement correspondants (en milliers d'euros)			
2004	2005 et ultérieurement		2002	2003	2004	2005 et ultérieurement
18.935	73.513	67.840	20.352	20.352	27.136	"
5.467	5.465	15.626	4.688	6.251	4.687	"
44.652	15.354	49.303	18.050	23.993	7.260	"
165.738	165.719	291.901	70.971	88.186	87.582	45.162
132.717	361.699	156.306	55.098	31.103	30.318	39.787
12.561	12.942	99.420	57.010	13.995	13.995	14.420
100.209	66.805	199.081	28.014	42.767	76.980	51.320
"	"	10.670	3.202	4.268	3.200	"
"	"	16.158	4.847	6.463	4.848	"
"	"	"	"	"	"	"
19.225	2.505	20.450	7.239	9.625	3.586	"
"	32.008	38.739	17.019	18.923	2.797	"
626.795	1.393.187	1.583.760	697.289	524.837	327.092	34.542
"	"	"	"	"	"	"
626.795	1.393.187	1.583.760	697.289	524.837	327.092	34.542
72.889	"	80.597	25.035	27.995	27.567	"
51	67	"	"	"	"	"
718.960	1.427.767	1.723.546	746.582	581.380	361.042	34.542
107.769	212.606	308.747	89.953	59.142	59.142	100.510
4.000	1.675	5.338	2.669	1.601	1.068	"
310.000	106.130	360.162	41.561	81.594	94.803	142.204
2.735	2.734	5.992	2.482	3.510	"	"
600	622	1.220	610	610	"	"
13.473	11.262	44.972	22.105	11.434	11.433	"
2.106	2.104	32.930	11.585	16.769	4.576	"
"	"	824	824	"	"	"
1.639.922	2.466.397	3.390.036	1.180.603	993.418	788.070	427.945

P.L.F.	2002

Titre VI Subventions d'investissement accordées par l'Etat

Ministères ou services	Autorisations de programme en compte au 1er			
	janvier 2001	2001 et années antérieures	2002	2003
Affaires étrangères	9.888.280	5.638.610	427.897	403.545
Agriculture et pêche	2.675.132	1.971.793	94.294	70.405
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>				
I. Aménagement du territoire	1.764.737	940.968	120.083	211.105
II. Environnement	1.498.689	909.136	18.769	398.714
Anciens combattants				
Charges communes	2.544.191	930	"	869.096
Culture et communication	1.813.214	1.364.439	105.489	114.425
Economie, finances et industrie	13.628.564	11.146.789	792.001	575.955
<i>Éducation nationale :</i>				
I. Enseignement scolaire	128.352	110.716	5.340	6.148
II. Enseignement supérieur	2.599.590	2.087.567	246.800	89.353
<i>Emploi et solidarité :</i>				
I. Emploi	702.754	577.988	37.516	87.250
II. Santé et solidarité	969.952	591.419	17.816	110.959
III. Ville	728.901	365.662	5.549	107.307
<i>Équipement, transports et logement :</i>				
I. Services communs	295.723	260.339	6.901	14.649
II. Urbanisme et logement	13.535.292	10.868.414	976.549	203.620
III. Transports et sécurité routière				
1. Transports et sécurité routière	4.308.439	3.499.633	225.815	202.157
2. Sécurité routière	"	"	"	"
Sous-total	4.308.439	3.499.633	225.815	202.157
IV. Mer	75.432	68.687	"	3.378
V. Tourisme	88.366	43.199	2.751	12.725
Total	18.303.252	14.740.272	1.212.016	436.529
Intérieur et décentralisation	14.765.445	12.014.867	738.128	283.194
Jeunesse et sports	46.262	16.695	"	3.000
Justice	7.306	3.235	"	1.839
Outre-mer	3.053.842	2.108.641	134.336	270.288
Recherche	9.797.294	8.778.060	275.355	136.703
<i>Services du Premier ministre :</i>				
I. Services généraux	224.832	106.730	"	118.102
II. Secrétariat général de la défense nationale				
III. Conseil économique et social				
IV. Plan	1.791	1.245	252	147
Total général	85.142.380	63.475.762	4.231.641	4.294.064

P.L.F. 2002

Analyse et tableaux annexes

--

correspondants		Autorisations de programme de 2002	Crédits de paiement correspondants				(en milliers d'euros)
2004	2005 et ultérieurement		2002	2003	2004	2005 et ultérieurement	
535.496	2.882.732	3.660.815	45.306	173.059	197.652	3.244.798	
271.226	267.414	224.420	83.030	83.725	57.665	"	
211.105	281.476	269.230	74.137	74.137	94.428	26.528	
124.005	48.065	371.418	94.563	167.798	109.057	"	
837.082	837.083	"	"	"	"	"	
114.425	114.436	275.105	173.871	40.433	37.212	23.589	
541.729	572.090	1.100.370	346.268	267.743	265.962	220.397	
6.148	"	31.690	18.750	6.470	6.470	"	
110.947	64.923	705.375	402.830	125.219	126.517	50.809	
"	"	74.430	34.194	21.091	19.145	"	
129.730	120.028	104.238	13.101	28.097	31.271	31.769	
107.307	143.076	228.672	57.168	57.168	57.168	57.168	
13.834	"	58.142	48.757	8.951	434	"	
8.659	1.478.050	2.079.930	887.083	989.252	196.004	7.591	
272.350	108.941	749.756	342.841	285.013	121.902	"	
"	"	"	"	"	"	"	
272.350	108.941	749.756	342.841	285.013	121.902	"	
3.367	"	9.123	4.550	4.573	"	"	
12.725	16.966	14.030	4.209	4.209	5.612	"	
310.935	1.603.957	2.910.981	1.287.440	1.291.998	323.952	7.591	
27.277	1.701.979	1.722.340	722.439	655.898	344.003	"	
6.000	20.567	10.212	5.106	5.106	"	"	
1.800	432	1.905	476	443	457	529	
270.288	270.289	436.733	128.734	181.359	115.664	10.976	
70.800	536.376	2.264.898	1.853.216	232.504	177.407	1.771	
"	"	"	"	"	"	"	
147	"	808	404	404	"	"	
3.676.447	9.464.923	14.393.640	5.341.033	3.412.652	1.964.030	3.675.925	

P.L.F.	2002

Titre VII Réparation des dommages de guerre

Ministères ou services	Autorisations de programme en compte au 1er				Crédits de paiement	
	janvier 2001	2001 et années antérieures		2002	2003	
Affaires étrangères						
Agriculture et pêche						
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>						
I. Aménagement du territoire						
II. Environnement						
Anciens combattants						
Charges communes						
Culture et communication						
Economie, finances et industrie						
<i>Éducation nationale :</i>						
I. Enseignement scolaire						
II. Enseignement supérieur						
<i>Emploi et solidarité :</i>						
I. Emploi						
II. Santé et solidarité						
III. Ville						
Équipement, transports et logement :						
I. Services communs	3.034	3.321				
II. Urbanisme et logement						
III. Transports et sécurité routière						
1. Transports et sécurité routière						
2. Sécurité routière						
IV. Mer						
V. Tourisme						
Total	3.034	3.321				
Intérieur et décentralisation						
Jeunesse et sports						
Justice						
Outre-mer						
Recherche						
<i>Services du Premier ministre :</i>						
I. Services généraux						
II. Secrétariat général de la défense nationale						
III. Conseil économique et social						
IV. Plan						
Total général	3.034	3.321				

P.L.F.	2002

Récapitulation générale des dépenses en capital

Ministères ou services	Autorisations de programme en compte au 1er janvier 2001	Crédits de paiement		
		2001 et années antérieures	2002	2003
Affaires étrangères	10.646.698	6.251.877	461.665	422.480
Agriculture et pêche	2.814.538	2.087.866	103.325	73.775
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>				
I. Aménagement du territoire	1.764.737	940.968	120.083	211.105
II. Environnement	2.006.563	1.321.654	24.903	428.013
Anciens combattants				
Charges communes	2.544.191	930	"	869.096
Culture et communication	4.965.800	3.834.176	291.143	280.163
Economie, finances et industrie	16.466.294	13.267.058	883.697	707.304
<i>Éducation nationale :</i>				
I. Enseignement scolaire	843.909	757.992	30.494	23.772
II. Enseignement supérieur	4.727.422	3.946.983	292.530	145.025
<i>Emploi et solidarité :</i>				
I. Emploi	772.802	640.820	38.889	93.093
II. Santé et solidarité	1.081.373	681.156	22.117	128.342
III. Ville	733.613	370.129	5.549	107.552
<i>Équipement, transports et logement :</i>				
I. Services communs	675.137	599.363	9.635	30.862
II. Urbanisme et logement	13.980.011	11.262.423	990.848	208.023
III. Transports et sécurité routière				
1. Transports et sécurité routière	38.116.528	33.780.731	744.009	1.190.972
2. Sécurité routière	"	"	"	"
Sous-total	38.116.528	33.780.731	744.009	1.190.972
IV. Mer	951.658	772.627	26.060	76.715
V. Tourisme	88.913	43.577	2.751	12.776
Total	53.812.247	46.458.721	1.773.303	1.519.348
Intérieur et décentralisation	17.255.054	13.929.950	884.510	390.963
Jeunesse et sports	104.712	67.470	"	5.000
Justice	2.799.399	1.870.692	148.638	361.707
Outre-mer	3.125.152	2.169.503	136.580	273.023
Recherche	9.802.024	8.780.958	275.965	136.703
<i>Services du Premier ministre :</i>				
I. Services généraux	587.398	417.192	3.354	142.117
II. Secrétariat général de la défense nationale	33.604	24.086	3.202	2.106
III. Conseil économique et social	1.479	1.479	"	"
IV. Plan	1.791	1.245	252	147
Total général	136.890.800	107.822.905	5.500.199	6.320.834

P.L.F. 2002

Analyse et tableaux annexes

--

correspondants		Autorisations de programme de 2002	Crédits de paiement correspondants (en milliers d'euros)			
2004	2005 et ultérieurement		2002	2003	2004	2005 et ultérieurement
554.431	2.956.245	3.728.655	65.658	193.411	224.788	3.244.798
276.693	272.879	240.046	87.718	89.976	62.352	"
211.105	281.476	269.230	74.137	74.137	94.428	26.528
168.657	63.419	420.721	112.613	191.791	116.317	"
837.082	837.083	"	"	"	"	"
280.163	280.155	567.006	244.842	128.619	124.794	68.751
674.446	933.789	1.256.676	401.366	298.846	296.280	260.184
18.709	12.942	131.110	75.760	20.465	20.465	14.420
211.156	131.728	904.456	430.844	167.986	203.497	102.129
"	"	85.100	37.396	25.359	22.345	"
129.730	120.028	120.396	17.948	34.560	36.119	31.769
107.307	143.076	228.672	57.168	57.168	57.168	57.168
33.059	2.505	78.592	55.996	18.576	4.020	"
8.659	1.510.058	2.118.669	904.102	1.008.175	198.801	7.591
899.145	1.502.128	2.333.516	1.040.130	809.850	448.994	34.542
"	"	"	"	"	"	"
899.145	1.502.128	2.333.516	1.040.130	809.850	448.994	34.542
76.256	"	89.720	29.585	32.568	27.567	"
12.776	17.033	14.030	4.209	4.209	5.612	"
1.029.895	3.031.724	4.634.527	2.034.022	1.873.378	684.994	42.133
135.046	1.914.585	2.031.087	812.392	715.040	403.145	100.510
10.000	22.242	15.550	7.775	6.707	1.068	"
311.800	106.562	362.067	42.037	82.037	95.260	142.733
273.023	273.023	442.725	131.216	184.869	115.664	10.976
71.400	536.998	2.266.118	1.853.826	233.114	177.407	1.771
13.473	11.262	44.972	22.105	11.434	11.433	"
2.106	2.104	32.930	11.585	16.769	4.576	"
"	"	824	824	"	"	"
147	"	808	404	404	"	"
5.316.369	11.931.320	17.783.676	6.521.636	4.406.070	2.752.100	4.103.870

P.L.F.	2002

P.L.F.	2002
Analyse et tableaux annexes	

**5. Évolution des effectifs financés par l'État
(tableau annexe)**

P.L.F. 2002
Analyse et tableaux annexes

ENGAGÉS DANS LES MINISTÈRES CIVILS :			30	125		155			
Intérieur (sécurité civile)			30	125		155			
APPELÉS ET VOLONTAIRES :	43.786		-15.912			-15.912			27.874
Défense	41.090		-16.302			-16.302			24.788
Intérieur (police et sécurité civile)	616		-30			-30			586
Outre-mer (SMA)	2.068		432			432			2.500
S.G.D.N.	12		-12			-12			-
Totaux emplois militaires et de défense	468.553		-11.839	125		-11.714		2.028	458.712 b

l : +3.996 emplois au titre de la résorption de l'emploi précaire (3.150 à l'Enseignement scolaire, 520 à l'Agriculture, 200 à la Culture, 50 à l'Emploi, 50 à la Santé et 26 aux Services généraux du Premier ministre) ;
+6.917 emplois au titre de la régularisation d'emplois 'Berkani' (2.335 à la Défense, 2.106 à l'Intérieur, 1.452 au Minéfi, 962 à l'Équipement, 35 à l'Emploi, 20 à l'Outre-mer et 7 à la Mer) ;
+2.500 régularisations de surnombres (1.500 enseignants stagiaires et 1.000 policiers) ;
- 120 emplois pour solde des diverses autres mesures d'ordre ;
soit +13.293 emplois au titre de l'ensemble des mesures d'ordre.

a : total y compris créations d'emplois d'engagés inscrits sur budgets civils (+ 30 emplois à l'Intérieur).

b : total hors créations d'emplois d'engagés inscrits sur budgets civils (30 emplois à l'Intérieur).

P.L.F.	2002

P.L.F.	2002
Analyse et tableaux annexes	

II. Observations générales sur l'évolution des dépenses militaires et tableau annexe

P.L.F.	2002

Le projet de budget de la défense pour 2002 s'élève à 37.607 millions € se décomposant comme suit :

- 25.211 millions € pour les dépenses ordinaires ;
- 12.396 millions € pour les dépenses en capital.

Les autorisations de programme s'élèvent à 13.066 millions €, dont 56,8 millions € au titre des dépenses d'entretien programmé des matériels imputées sur le titre III.

S'agissant du titre III :

- les crédits de rémunérations et charges sociales s'élèvent à 13.200 millions €, soit + 2,3 % par rapport à la LFI 2001. Les principales mesures nouvelles portent sur l'achèvement de la professionnalisation des armées (200 suppressions d'emplois d'officiers, 3.500 suppressions d'emplois de sous-officiers, 7.888 créations d'emplois de militaires du rang, 6.538 créations d'emplois de volontaires et 22.840 suppressions d'emplois d'appelés) ; par ailleurs, 700 créations d'emplois de sous-officiers de gendarmerie sont prévues hors programmation ainsi que 371 créations d'emplois civils et militaires en faveur du service de santé des armées. Le PLF 002 prévoit également un important train de mesures statutaires et indemnitaires (44,4 millions €) au profit des personnels civils et militaires, visant à améliorer la rémunération et les conditions de déroulement des carrières.
- les crédits destinés aux pensions civiles et militaires se montent à 8.754 millions €.
- les crédits de fonctionnement courant s'élèvent à 3.257 millions €, soit une augmentation de 2,4 % par rapport à la LFI 2001. Ils permettent d'accroître les moyens consacrés à l'activité des forces et à l'achat de produits pétroliers (+ 47,7 millions €). Les crédits de fonctionnement de la Gendarmerie sont

portés à 687,9 millions €, so

it			
une augmentation de 69,9 millions €.			
S'agissant des dépenses en capital, le montant des autorisations de programme s'élève à 13.009 millions €, soit une progression de 0,7 %. Le montant des crédits de paiement s'élève à 12.396 millions €, auxquels s'ajouteront 412 millions € complémentaires en gestion 2002, provenant des reports des années antérieures. Les moyens de paiement disponibles progresseront donc de 0,7% par rapport à 2001.	Autorisations de programme		
	2001	2002	Différence
Comparaison, par titre, des autorisations de programme et		Votées	Demandées
	I. Dépenses ord		

ina				
res				
				Titre III. Moyens des armes e
t services				
124.223	56.788	-67.435		
			II. Dépenses en capital	
			Titre V. Equipement	12.405.076
12.482.020	76.944		Titre VI. Subventions d'investissement accordées par l'Etat	510.917
527.364	16.447			
			Totaux pour les dépenses en capital	12.915.993
13.009.384	+93.391		Totaux généraux	13.040.216

P.L.F. 2002
Analyse et tableaux annexes

13.066.172	+25.955		des crédits de paiement ouverts en 2001 et prévus pour 2002
------------	---------	--	--

Crédits de paiement(en milliers d'euros)20012002DifférenceServices votésMesures nouvelles

Total			
			24.591.270
24.964.476	246.833		25.211.309+620.039
		12.273.204	9.802.7052.127.544
11.930.249		-342.955	445.064
125.312		340.363	465.675+20.611
			12.718.268
9.928.017		2.467.907	12.395.924-322.344
		37.309.538	34.892.4932.714.740
37.607.233		+297.695	
			<p>III. Observations générales sur l'évolution des opérations des comptes spéciaux du Trésor et tableau annexe</p> <p>L'excédent des comptes spéciaux du Trésor s'élevait à 1.397 millions € en loi de finances pour 2001 ; dans le projet de loi de finances pour 2002 cet excédent est évalué à 1.989 millions € :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les opérations définitives des comptes d'affectation spéciale présentent un solde positif de 7 millions € en 2002 (comme en LFI 2001) ; - les prêts des comptes d'affectation spéciale présentent comme en 2001 une charge de 7 millions € liée aux montants des avances remboursables inscrites sur le fonds de modernisation de la presse ; - l'excédent des comptes d'avances, qui s'établissait à 593 millions € en loi de finances pour 2001, atteint 896 millions dans le projet de loi de finances pour 2002, du fait notamment de l'impact de la réforme de la taxe professionnelle sur le compte d'avances aux collectivités locales et de la poursuite des efforts de recouvrement sur les titres émis au cours des exercices antérieurs sur ce compte ; - l'excédent des comptes de prêts passe de 878 millions € en loi de finances pour 2001 à 373,5 millions € dans le projet de loi de finances pour 2002, évolution liée à la progression de la dépense sur le compte de consolidation de dettes envers la France ; - le solde des comptes de commerce, déficitaire en LFI 2001 (16 millions €), est

P.L.F.	2002

01

--

Catégorie	Autorisations de prog			2002	
	2001	2002			
	Votées	Demandées	1. Comptes d'affectation spéciale		
		Opérations à caractère définitif			
Ordinaires			<i>En capital</i>		9.240.130.678
6.615.754.181		Sous-total	9.240.130.678		6.615.754.181
Opérations à caractère temporaire			Fonctionnement		
		Equipement			
Sous-total	"	"	Total		9.240.130.678
6.615.754.181					
2. Comptes de commerce					
		3. Comptes d'avances du Trésor			
			4. Comptes de prêts	152.449.017	
"		Récapitulation			
2001			Découverts	Evaluation des recettes	
Crédits des dépenses	Charge nette				
			1. Comptes d'affectation spéciale		

Opérations à caractère définitif

12.500.741.131				
12.493.347.353	-7.393.778			
Opérations à caractère temporaire		"	7.393.778	7.393.778
	Total			12.500.741.131
"				
				2. Comptes de commerce
7.907.405.835	7.922.964.781	15.558.946		886.338.586
3. Comptes d'avances du Trésor		56.231.734.701	55.639.165.371	-592.569.330
			4. Comptes de prêts	1.409.970.471
532.351.968	-877.618.503			
				5. Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers
46.954.297				-2.286.735
				6. Comptes d'opérations monétaires
59.561.831				"
				et des crédits prévus pour 2002
Crédits de dépenses		2001		2002
	Crédits votés	Services votés	Mesures nouvelles	

To

tal						
3.253.216.67						

P.L.F. 2002
Analyse et tableaux annexes

43.065.808.000		288.024.000	3.353.832.000			
9.240.130.679	"	6.615.754.181	6.615.754.181		12.493.347.353	3.065.808.000
9.969.586.181						6.903.778.181
"	7.420.000	7.420.000			"	7.393.778
	7.393.778	"	7.420.000	7.420.000		12.500.741.131
6.911.198.181	9.977.006.181					3.065.808.000
7.922.964.781			5.720.106.300			
		55.639.165.371	54.796.890.000	"	54.796.890.000	
				532.351.968	395.147.404	448.202.596
						843.350.000
	générale					
				2002	Découverts	Evaluation des recettes
Crédits des dépenses	Charge nette		Services votés	Mesures nouvelles		Services votés
Mesures nouvelles	Total					9.977.006.181
3.065.808.000	6.903.778.181	9.969.586.181	-7.420.000			
0	1	1				
""						

7.420.000 7.420.000 7.420.000

	9.977.006.1
3.065.80	

8.000 6.911.1

98.181	9.977.00
6.181	"
276.492.290	

1.700.762.510 5.906.628.600 5.720.106.300

	-186.5

55.693.084.000 54.796.890.000 54.796.890.000 -896.194.000 1.216.860.000 395.147.404 448.202.596 843.350.000 -373.510.000

"

"" "" -533.000.000